



Contre-jour

Un « syndrome de Weimar » en Serbie ?

par François Bacharach

depuis la chute de Milosevic, la Serbie ne s'est pas libérée des incertitudes constitutionnelles ni de celles ayant trait à son statut

étatique – des incertitudes aux effets économiques et sociaux désastreux qui l'ont plongée dans une grave crise identitaire. La majorité des responsables politiques, par crainte des représailles mais aussi par conviction idéologique, ont assuré le maintien des cadres de l'ère Milosevic dans les principales institutions. L'assassinat de Zoran Djindjic confirme malheureusement que, pour les piliers du régime précédent (armée, police, services secrets, réseaux mafieux), il existe une ligne rouge à ne pas franchir en termes de transformations démocratiques et de réformes. Ils ont tenté de démontrer par ce meurtre qu'ils tenaient l'ensemble de la classe politique en otage et qu'ils étaient en mesure de viser tous ceux qui tenteraient de les affaiblir. Le maintien de ces réseaux favorise les logiques de confrontation propices à la relance des processus de désintégration territoriale et institutionnelle (émancipation accrue de l'armée et de la police par rapport à leurs autorités de tutelle), ainsi qu'au renouveau des nationalismes.

Après ce meurtre, les responsables politiques de Belgrade se sont lancés dans une courageuse opération d'épuration des institutions mises en place sous l'ère Milosevic. Il n'est pas sûr qu'ils disposent des moyens nécessaires pour la faire aboutir, ni que le soutien des électeurs s'exprimera lors des prochains scrutins présidentiels. Il n'est pas certain non plus que l'indignation suscitée par le meurtre du premier ministre Zoran Djindjic soit susceptible d'entraîner un sursaut national durable, ou une modification du comportement du corps électoral en faveur de la poursuite de la démocratisation et des réformes. On se souvient, en effet, que les résultats électoraux de l'automne 2002 en Serbie, marqués par une forte abstention et une marginalisation des « libéraux » pro-européens, avaient témoigné tout à la fois de la persistance des courants nationalistes et du déficit de légitimité des changements démocratiques et des réformes entreprises.

À la différence de ce que l'on avait pu observer en Croatie¹, la perspective du rapprochement européen s'était avérée nettement insuffisante pour amener les électeurs à voter pour les promoteurs des transformations politiques et économiques.

La population, traumatisée et désorientée par la disparition de la Yougoslavie, ne semblait toujours pas convaincue de la nécessité des changements ni d'un possible renouveau de l'identité nationale dans un cadre européen. Le « retour » d'un courant populiste et nationaliste lors des prochaines élections présidentielles ne peut donc être écarté. Pareil résultat signifierait une reprise de la contestation des frontières et de la fragmentation régionale dans les Balkans, profondément déstabilisatrice pour l'Europe. Plus que jamais, les autorités de Belgrade doivent répondre aux grands défis qui touchent à l'identité politique de la Serbie : la réconciliation et la coopération régionales, la définition des relations avec le Monténégro, le statut final du Kosovo, le TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie), l'Europe.

Quelles frontières pour la Serbie ?

Les menaces de fragmentation sont loin d'être écartées du côté de Belgrade. L'opinion publique est convaincue que les frontières restent incertaines et précaires et que le processus de désintégration peut se poursuivre². La classe politique, au lieu d'apaiser ces inquiétudes en faisant publiquement état de ses réflexions sur les nouveaux rapports contractuels régionaux qui pourraient être envisagés avec les différentes entités, a esquivé le débat de la reconstruction étatique, comme paralysée par la crainte que toute tentative dans ce sens puisse être interprétée comme une forme de trahison nationale³, une « capitulation » face à des visées irrédentistes. Ainsi, le contentieux entre le Monténégro et la Serbie n'a cessé de se renforcer, tant au niveau des opinions publiques que des dirigeants. L'hostilité à l'égard du Monténégro, largement nourrie par les médias, la classe politique et les intellectuels, évoque le climat anti-slovène ou anti-croate du début des années 1990 à Belgrade. Les médias préparent l'opinion à une rupture avec cette République et organisent régulièrement des débats et des sondages sur l'indépendance de la Serbie⁴. L'argument selon lequel la Serbie se retrouverait l'otage, pour les grandes décisions, d'une entité dix fois moins importante en termes de population est loin de rester sans écho.

Pourtant, si des voix de plus en plus nombreuses s'expriment en faveur d'une séparation du Monténégro, la classe politique dans son ensemble a hésité à prendre une initiative dans ce sens. Cette décision aurait été trop lourde sur le plan symbolique. Elle aurait signifié que, pour la première fois, un gouvernement à Belgrade assumait la responsabilité de procéder à la dissolution finale de la Yougoslavie. Or, malgré le « rejet » dont fait l'objet le Monténégro, l'espace ex-yougoslave est encore largement perçu, en termes de projet politique, comme constitutif de la nation serbe⁵. La classe politique, en sollicitant la communauté internationale et notamment l'Europe pour sauver l'union de la Serbie et du Monténégro⁶, s'est complu dans ces ambiguïtés : elle présente cette association comme nécessaire au rapprochement européen et à la sauvegarde de l'héritage yougoslave, tout en constatant que l'entité

n'a par elle-même guère de chances de survie. La question du Kosovo est traitée avec les mêmes contradictions au sein de l'élite politique. Aucun responsable politique n'a songé localement à adopter une stratégie de sortie fondée sur l'ébauche d'un dialogue. On se limite à l'évocation de projets de partage territorial fondés sur « les droits historiques des Serbes et les réalités ethniques albanaises »⁷, des évolutions difficilement acceptables pour la partie albanaise. En fait, pour la majorité de l'élite politique et intellectuelle à Belgrade, cette province ne peut faire l'objet d'un débat puisqu'elle fait partie intégrante de la Serbie, au moins sur le plan virtuel. « Quand bien même il faudra attendre des décennies, jamais nous ne prendrons l'initiative de démanteler notre territoire »⁸, déclarait une personnalité proche de Vojislav Kostunica. La question albanaise, non sous l'angle de la seule menace criminelle mais avant tout en termes complexes de population, d'élites, d'exigences, a été tout aussi ignorée que sous le régime précédent⁹. Il y a un consensus pour souhaiter que la communauté internationale, dans une fonction d'« endiguement » face à la « menace albanaise », prolonge le plus longtemps possible son mandat. Paradoxalement, le travail de la communauté internationale et de ses représentants sur place a été constamment critiqué. On prête à ces derniers des intentions hostiles à l'encontre des Serbes du Kosovo et des projets favorables au séparatisme albanais. Une telle attitude n'est pas sans arrière-pensée. La responsabilité de la perte éventuelle de cette province, que l'on juge à Belgrade inévitable, pourrait être ainsi attribuée à bon compte, par la classe politique locale, aux errements et au parti pris de la communauté internationale.

La question du passé et de la réconciliation

Face au passé, le traumatisme de la fragmentation et de la désintégration yougoslaves qui auraient été provoquées par la communauté internationale, ainsi que l'attachement « émotionnel » à réhabiliter le projet national serbe considéré comme injustement « criminalisé », continuent à déterminer l'essentiel des analyses et l'expression des mémoires collectives dans l'espace public. La reconnaissance que des crimes auraient été commis au nom de la nation serbe touche au tabou. La conviction d'un rôle messianique, d'une mission libératrice exercée par celle-ci en faveur de ses voisins slaves à travers le projet yougoslave s'est fortement ancrée dans les esprits et détermine la contribution des « leaders d'opinion » au débat public. Ainsi, après deux ans de silence, l'Académie de Serbie a organisé en octobre 2002 un colloque portant sur la « grande Serbie », tendant à réhabiliter le nationalisme serbe et à l'exonérer de tout excès criminel. « Comment accepter de se retrouver sur le banc du tribunal de La Haye, d'être jugé pour avoir agressé des peuples frères que la nation serbe a libérés au cours des deux conflits ? »,¹⁰ déclarait l'académicien Dobrica Cosic, ancien président de la Fédération yougoslave et chantre de l'idée serbe, à

l'occasion de cette rencontre. Un des principaux dirigeants politiques, l'ancien président Vojislav Kostunica, soulignait également que la réhabilitation de l'idée serbe était au cœur de son propre engagement politique : « Il faudra beaucoup d'efforts et d'adresse pour transformer l'image des Serbes. Mais notre nation doit surmonter cette épreuve qui ne repose pas sur la culpabilité, mais sur des préjugés. Pour tenir, il ne faut pas cesser d'être Serbe. » L'opinion publique serbe, d'après tous les sondages qui ont pu être menés localement¹¹, se perçoit essentiellement comme victime des exactions des peuples voisins et de la communauté internationale. Les tentatives individuelles, notamment de la part d'intellectuels et de responsables d'ONG, de rompre avec cette vision, en constatant le rôle « libérateur » de l'intervention internationale dans la région, sont interprétées comme une trahison de la cause nationale.

On se souvient du scandale provoqué par la diffusion en *prime time* sur la première chaîne de télévision nationale, il y a plus d'un an, d'un documentaire de la BBC portant sur les crimes commis à Srebrenica. Les députés proches de Kostunica avaient alors même menacé de provoquer une crise parlementaire face à cette « provocation » des médias internationaux, qualifiés d'hostiles à la Serbie. De la même façon, pendant l'été 2001, l'exhumation des corps d'Albanais, victimes d'exactions, transférés clandestinement en Serbie à l'issue du conflit au Kosovo, avait été perçue comme un coup monté, une légitimation *a posteriori* de l'inculpation et de l'extradition de Milosevic à La Haye. Ce coup monté aurait été le fruit d'un complot mené de l'extérieur, mais disposant de l'appui de l'équipe du Premier ministre de Serbie. Ces accusations ont été exprimées publiquement par des députés et des personnalités proches de celui qui occupait alors les fonctions de président fédéral, Vojislav Kostunica. Du fait de ses « compromis » en faveur du Tribunal de La Haye, le Premier ministre Zoran Djindjic était devenu au plan local, pour les médias et ses adversaires politiques, l'incarnation du traître.

La commission « Vérité et Réconciliation », parrainée par l'ex-président Kostunica et destinée à devenir un centre de recherches et d'archives sur les guerres yougoslaves, proposait de faire l'inventaire de « toutes les vérités » (*sic*) sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie au cours de ces dix dernières années, voire du siècle entier dans les Balkans : « les vérités serbe, croate, musulmane, celle de la communauté internationale, et celle "bétonnée" par le Tribunal de La Haye »¹². Cette commission a refusé d'examiner la responsabilité particulière de l'État serbe et de ses dirigeants dans les crimes commis¹³, mais elle stigmatise la communauté internationale qui aurait œuvré pour la dissolution de la Yougoslavie, facteur essentiel, selon elle, du conflit et des violences induites dans la région.

Ces perceptions ôtent toute légitimité au Tribunal de La Haye. Suivant « l'exemple » donné par les propos de Kostunica qui déplorait « une falsification en direct de l'histoire », l'ensemble de l'élite politique et intellectuelle ainsi que

les médias dénoncent régulièrement ce qu'ils qualifient d'« instrument de répression anti-serbe ». Il n'est guère surprenant, comme le confirment les instituts de sondage, qu'une partie importante de l'opinion publique ait fini par percevoir le plaidoyer de Milosevic comme une défense de l'honneur de la nation serbe. Dans ce climat, l'épouse de M. Milosevic a pu dénoncer dans une revue à grand tirage « ce procès comme une tentative de meurtre organisé »¹⁴, et la chambre haute du Parlement yougoslave adopter une motion demandant au TPIY de le libérer « pour raison de santé ». Le pouvoir a pu également justifier son inaction pour appréhender les personnes poursuivies par le TPIY, notamment Mladic, par l'hostilité que suscite cette institution au sein de l'opinion publique, hostilité que les dirigeants ont alimentée par leurs déclarations¹⁵. Cette attitude a permis à des réseaux mafieux, proches des services de sécurité du régime précédent, de prospérer en protégeant les criminels de guerre.

Le ressentiment provoqué par ce qui est perçu comme des « attaques » de la communauté internationale à l'encontre de l'idée serbe a renforcé la sacralisation de l'histoire nationale dans une perspective de « réconciliation de la nation serbe avec elle-même ». Cette démarche historiographique entraîne un climat de confusion idéologique tel que l'on a assisté à une réhabilitation des mouvements et des figures politiques nationaux serbes compromis dans la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale. Le phénomène a pris une ampleur suffisante pour que certains intellectuels et écrivains s'en émeuvent et fassent circuler une lettre de protestation. « On observe, écrivent-ils, une confusion des valeurs. Il est scandaleux que le souvenir de collaborateurs de la Seconde Guerre mondiale orne les noms des places et des rues¹⁶. »

Les responsabilités de la classe politique

Deux ans après la chute de Milosevic, la classe politique en Serbie ne s'est toujours pas émancipée des rhétoriques du nationalisme qui avaient contribué à légitimer les logiques d'affrontement et l'usage de la violence par le régime précédent. Ce constat trouve son explication dans le fait que la génération au pouvoir, toutes tendances confondues, est encore largement issue d'une mouvance pour laquelle l'engagement politique et la lutte contre le communisme se sont d'abord faits au nom de l'idée nationale. On se souvient que, dans les années 1990, les deux principaux dirigeants politiques, l'ancien président fédéral Vojislav Kostunica et le Premier ministre serbe assassiné Zoran Djindjic, avaient publiquement apporté à plusieurs reprises leur soutien à la cause des Serbes de Bosnie et à leurs représentants, aujourd'hui poursuivis par le Tribunal de La Haye. La formation de Vojislav Kostunica, le Parti démocratique de Serbie, entretient par ailleurs des liens privilégiés et « fraternels » (pour reprendre les termes d'un accord de coopération

signé l'été 2001) avec le Parti démocrate serbe de la Republika Srpska¹⁷. Aucun travail de réflexion publique n'a été mené par les partis au pouvoir pour tenter de moderniser et d'eupéaniser la problématique de l'identité nationale, encore excessivement marquée par une acception balkanique, ethnique et révisionniste sur le plan territorial. Les nouvelles réalités serbes, issues de la défaite de Milosevic, ne sont pas assumées. L'échec et le caractère criminel de ce projet nationaliste ne sont pas reconnus. Les incertitudes qui en résultent font que la population ignore le nom de son État et la réalité de ses frontières, la nature de ses liens avec le passé immédiat et avec la communauté internationale¹⁸. Les relations avec cette dernière, identifiée comme une « puissance extérieure », s'inscrivent davantage dans un rapport de forces, que l'on estime inégal mais qui nourrit le ressentiment suscité par une défaite implicite, que dans une perspective de partenariat ou d'intégration. Cette situation confuse, dans laquelle les rhétoriques nationalistes traditionnelles occupent une place privilégiée dans l'espace public, évoque parfois le climat de l'Allemagne de Weimar, marquée par le déni d'une défaite nationale qu'aucun représentant de l'élite ne souhaitait publiquement assumer ou surmonter¹⁹.

Certains, surtout les plus conservateurs, ne cachent pas leur souhait de laisser en suspens le plus longtemps possible les grandes questions nationales, afin que rien d'irréversible ne soit décidé qui puisse porter préjudice à la cause nationale serbe telle qu'ils la conçoivent. En septembre 2002, lors d'un meeting électoral à la frontière avec la Bosnie-Herzégovine, Vojislav Kostunica déclarait à propos de la Republika Srpska : « C'est un membre de la famille qui nous est cher, proche, temporairement séparé de nous, mais toujours dans notre cœur²⁰. » On se souvient qu'invité à commenter ces propos, le chef du comité exécutif du Parti démocratique de Serbie, principal soutien de Kostunica, Dragan Marsicanin, affirmait qu'il s'agissait d'une « aspiration naturelle, pas plus condamnable que l'aspiration à l'unité du peuple allemand »²¹.

Cette situation n'aurait pu prendre une telle ampleur sans l'indifférence ou le trop long silence des « réformateurs ». Ils ont cru dans un premier temps qu'une accélération des réformes économiques permettrait d'esquiver la nécessaire réévaluation de la question nationale. Après leur échec électoral, une partie d'entre eux ont été gagnés par la conviction qu'en Serbie, seule une certaine complaisance à défendre les valeurs nationales dans leur acception balkanique, territoriale et ethnique pouvait fonder la légitimité politique. Il a fallu l'assassinat de Zoran Djindjic pour que certains prennent conscience de la nécessité de rompre avec cette logique d'inertie. Les rhétoriques populistes sont toujours prégnantes. Les analyses des instituts d'opinion montrent une hostilité croissante des Serbes à l'égard des minorités, perçues comme une menace pour l'intégrité territoriale. Comme l'a souligné le ministre des Affaires étrangères de la Serbie-Monténégro, Goran Svilanovic²², « il est inquiétant d'observer que dans les régions multiethniques de Serbie, les

populations de nationalité serbe ont largement voté pour les extrémistes » (en l'occurrence le parti de Vojslav Seselj). Le retour d'une crispation nationaliste a favorisé le processus de désintégration en Serbie même. Les minorités, après une phase d'adhésion liée au combat commun contre Milosevic, ne peuvent que difficilement se reconnaître dans le programme des personnalités politiques en lice. Le fragile processus d'intégration des minorités à la vie civique nationale est compromis²³. Le risque est un renforcement des courants centrifuges, notamment au Sandjak²⁴ et en Voïvodine.

Le retour du discours nationaliste sur le devant de la scène politique serbe a renforcé également l'intransigeance et le radicalisme des nationalistes albanais. Sous le titre « Élections serbes vues du Kosovo, la fin des illusions », le journaliste modéré Blerim Shala, dans la revue *Zeri*, se « réjouissait », le 1^{er} octobre 2002, du succès de Seselj et de Kostunica lors des élections de l'automne 2002, qui auraient été « l'heure de vérité sur la réelle nature de la Serbie », qu'il qualifie « d'anti-occidentale, repliée sur elle-même et nationaliste ». Ce constat, selon lui, permettra de mettre fin à l'« illusion » que nourrit l'Europe de vouloir un dialogue et le maintien d'un État commun avec la Serbie et d'affirmer le « caractère inélectable de l'indépendance du Kosovo ».

Un réveil de la Serbie ?

La Serbie est à un tournant. Il appartient aux héritiers politiques de Zoran Djindjic de neutraliser les syndromes qui ont fait échouer les changements depuis octobre 2000. Au-delà des tentatives d'épuration actuelle, qui touchent les secteurs gangrenés par le système ancien (armée, police, justice), l'enjeu fondamental est de convaincre l'opinion publique que l'identité serbe n'est prisonnière ni de son passé ni de l'ère Milosevic, et qu'elle doit affronter et surmonter l'héritage que lui ont laissé les errements du nationalisme serbe criminalisé. Il s'agit ni plus ni moins de convaincre les électeurs qu'il n'y a pas de contradictions, en termes de valeurs, entre les aspirations démocratiques et européennes d'octobre 2000 et la défense de l'identité nationale et de l'autorité de l'appareil d'État. En Serbie, comme dans les autres entités balkaniques, sans une réconciliation entre les aspirations nationales, l'histoire et les perspectives européennes, sans des États aux frontières définies et aux identités assumées et légitimées par leurs propres populations, le processus de stabilisation voulu par les décideurs européens restera inachevé, contesté et menacé. L'Europe, pour le succès de son action dans les Balkans, a besoin d'une Serbie forte, transformée en profondeur et qui partage ses valeurs. ■

1. Il est vrai que la perspective européenne – la libération du « carcan balkanique ou yougoslave » – constitue le fondement du projet national croate. Après « l'épisode Tudjman », au cours duquel s'est développée une vision européenne marquée par la logique de la guerre froide et un anti-communisme se confondant avec le rejet du monde orthodoxe, une nouvelle génération de politiques a pu « vendre » à son opinion publique le projet européen selon de nouveaux critères.
2. Selon le principal institut de sondage Strateski Marketing.
3. Ainsi, le Premier ministre serbe, Zoran Djindjic, a abandonné ses projets de rencontres avec les dirigeants kosovars. Pour complaire à la communauté internationale et affirmer sa réputation de « libéral », il a évoqué régulièrement la nécessité d'un dialogue avec la classe politique albanaise du Kosovo. En même temps, ses propos, au mois de janvier 2003, sur une partition et un retour au Kosovo de l'armée serbe ont flatté le nationalisme le plus étroit.
4. Ces sondages, dont le caractère scientifique peut être mis en doute mais qui témoignent de l'« état d'esprit » de la classe politique qui permet leur réalisation, confirment qu'il se dégage une majorité ascendante en faveur de l'indépendance de la Serbie.
5. Le projet yougoslave est apparu également comme la meilleure réponse pour que les Serbes de Serbie et ceux de la diaspora se retrouvent dans le même État.
6. L'Église orthodoxe de Serbie refuse de reconnaître la spécificité d'une nation monténégrine. C'est également un sentiment partagé par nombre d'académiciens serbes et par certains responsables du Parti démocratique de Serbie que dirige Kostunica. Ainsi, l'Église du Monténégro est perçue par la hiérarchie orthodoxe serbe comme une institution à la solde de Rome tendant à affaiblir l'orthodoxie serbe, tandis que la notion de « peuple monténégrin » est interprétée par les académiciens serbes (notamment Dobrica Cosic) comme une « création » de la Yougoslavie titiste, aujourd'hui reprise pour servir les intérêts atlantistes.
7. Pour reprendre la formulation des académiciens et du vice-Premier ministre chargé de la coordination pour le Kosovo, Nebojša Covic.
8. Aleksandar Popovic, du Parti démocratique de Serbie.
9. Seule exception, la publication, il y a plus d'un an, de l'unique ouvrage portant sur l'histoire des relations entre Serbes et Albanais, par un universitaire vivant en Serbie et d'origine albanaise. Cette étude a été publiée par la maison d'édition de Radio B92, la radio d'information indépendante.
10. *Nedeljni Telegraf*, 30 octobre 2002.
11. « La vérité en Serbie », sondage réalisé par l'institut Strateski Marketing en 2001 et qui devrait être prochainement réactualisé.
12. Propos tenus par Mme Mirjana Vasovic, porte-parole de la commission « Vérité et Réconciliation », et par Mme Mira Beham, également membre de ce comité.
13. C'est également la conviction de nombre de politiques, notamment de Nebojša Covic, vice-Premier ministre de Serbie chargé du Kosovo, défendue lors du colloque portant sur le modèle franco-allemand de réconciliation pour les Balkans, organisé conjointement par les Fondations Adenauer et Schuman en octobre 2002.
14. AFP, 15 novembre 2002.
15. Les déclarations successives des différentes personnalités politiques sur le TPIY pourraient faire l'objet d'une anthologie commentée.
16. *Politika*, 1^{er} novembre 2002. La place principale de Smederovo, ville moyenne de Serbie, a été rebaptisée « place Dimitrije-Ljotic », du nom du fondateur d'un mouvement nationaliste serbe devenu une milice pro-nazie responsable de la conversion forcée, précédée de massacres, des musulmans et complice de l'extermination des juifs en Serbie.
17. Vojislav Kostunica avait chaleureusement félicité le Parti démocrate serbe de la Republika Srpska (AFP, 8 octobre 2002), ce qui contraste avec son absence de réactions face aux résultats des élections au Monténégro.
18. Confirmé par le directeur du principal institut de sondage, Strateski Marketing, M. Srdjan Bogoslavjevic.
19. Pour un certain nombre de dirigeants politiques locaux, le succès de l'extrême droite est lié à l'incapacité de la communauté internationale à sécuriser la Serbie dans son environnement régional et par l'adoption d'une politique de conditionnalités qui détermine son intégration dans le système international.
20. Discours du 12 septembre 2002. Les proches de Kostunica tentent d'atténuer la portée de ce propos, en invoquant, à l'instar des nationalistes albanais lorsque ces derniers mentionnent un État commun pour tous les Albanais, la « relativisation » des frontières dans le nouveau contexte européen.
21. Blic, 12 septembre 2002 : « La Republika Srpska avec la Serbie, c'est notre intérêt. »
22. AFP, 30 septembre 2002.
23. Les minorités, lors des dernières élections présidentielles, avaient massivement voté pour le réformiste et libéral Miroslav Labus.
24. Selon certaines sources, on assisterait à une dégradation notable des relations intercommunautaires, visible notamment à travers la percée de l'extrême droite au sein de la communauté serbe et la montée en puissance des influences « fondamentalistes musulmanes » au sein de l'université « libre » de Novi Pazar financée par les frères Karic, « oligarques » locaux proches de Djindjic.